ABE CLEARING
Société par Actions Simplifiée à capital variable
au capital autorisé de 100.000 ECU
Siège social : 4 rue Galliéra, 75116 Paris
RCS 419 020 193 Paris

Tal de COMMERCE de PARIS
N° dépôt
2 9 DEC. 1998
72200

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 4 DECEMBRE 1998

L'an mil neuf cent quatre vingt dix huit,
Le 4 décembre,
à 9 heures,

Les associés de la société ABE Clearing, société par actions simplifiée à capital variable, se sont réunis, sur la convocation qui leur a été faite.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée à l'entrée en séance par tous les associés présents ou représentés.

Monsieur Willy Scheerlinck préside la séance en sa qualité de président de la Société.

Le président constate que le quorum fixé à l'article 30.2 des statuts de la Société est réuni.

(...)

DEUXIEME RESOLUTION

Après en avoir donné lecture, le président propose à l'assemblée générale extraordinaire de modifier l'article 2 des statuts de la Société ainsi que suit :

« ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

– l'exploitation et la gestion d'un système de paiement créé et conçu pour le traitement et le règlement des paiements libellés en euro devant être effectués par les banques participant à ce système ainsi que l'élaboration des Règles, leur

promulgation et leur modification conformément aux dispositions de la Convention Cadre et des Principes Généraux,

– et plus généralement la réalisation de toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou civiles, ainsi que toutes transactions immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet social ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement sous quelque forme que ce soit. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Après en avoir donné lecture, le président propose à l'assemblée générale extraordinaire d'ajouter à la fin du paragraphe (ii) de l'article 29 des statuts de la Société un paragraphe (f) rédigé comme suit :

« (f) approbation et modification des Règles. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Après en avoir donné lecture, le président propose à l'assemblée générale extraordinaire d'ajouter à la fin de l'article 29 des statuts de la Société un paragraphe (iii) rédigé comme suit :

« (iii) Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés :

(a) admission d'une entité en tant que Participant et Associé et notamment de toute entité résultant d'une fusion avec un Participant ou ayant absorbé un ou plusieurs Participants,

(b) décision en appel relative au refus d'interrompre la procédure de suspension d'un Participant,

(c) nomination d'un mandataire en vue de l'exécution d'une obligation d'un Participant au titre des Règles,

(d) toute autre décision concernant le Système et son fonctionnement nécessitant une délibération de l'assemblée des Associés. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Après en avoir donné lecture, le président propose à l'assemblée générale extraordinaire d'insérer à la fin du paragraphe 30.6 le texte suivant :

« Les Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés mentionnées au paragraphe (iii)(a) de l'Article 29 seront refusées si une majorité de 51 % ou plus des voix des Associés présents ou représentés lors du vote expriment un vote négatif.

Les Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés mentionnées aux paragraphes (iii)(b) de l'Article 29 constitueront un rejet de l'appel si une majorité de 51 % des voix ou plus des Associés présents ou représentés lors du vote expriment un vote négatif sur ledit appel.

Les Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés mentionnées aux paragraphes (iii)(c) et (d) de l'Article 29 doivent être prises à la majorité de 50 % des voix plus une voix des Associés présents ou représentés lors du vote.

Les abstentions lors du vote des Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés sont réputées être des votes négatifs.

La mise en oeuvre des Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés sera soumise au droit applicable et à la compétence des tribunaux stipulés dans les Règles ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...)

DOUZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au président, avec droit de substitution, à l'effet d'effectuer toutes les formalités d'enregistrement et de publicité relatives aux résolutions figurant ci-dessus.

Le président

Signature

Le représentant de l'un des Associés

Par : CREDIT LYONNAIS représenté par J.P. AEBERHARDT

Signature :

ABE CLEARING
Société par Actions Simplifiée à Capital Variable
au capital autorisé de 100.000 ECU
ayant son siège social : 4 rue de Galliéra
75116 Paris

STATUTS

STATUTS INCORPORANT LES MODIFICATIONS VOTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 4 DECEMBRE 1998

Statuts incorporant les modifications votées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 Décembre 1998.

Certifié conforme le 17 Décembre 1998

WILLY SCHEERLINCK

ABE CLEARING
Société par Actions Simplifiée à Capital Variable
au capital autorisé de 100.000 ECU
ayant son siège social : 4 rue de Galliéra
75116 Paris

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

1. ABN-Amro Bank, établissement de crédit de droit néerlandais constitué sous forme de société de type *naamloze vennootschap* au capital de NLG 3.585.759.111,25 (correspondant à la contre-valeur de FRF 10.673.406.428,00 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Foppingadreef 22, 1102 BS Amsterdam, Pays-Bas, représenté par A.M.L. HOLDORP, dûment habilité aux fins des présentes,

   (ci-après désignée "**ABN-AMRO**"),

2. Allied Irish Banks, établissement de crédit de droit irlandais constitué sous forme de société de type *limited liability company* au capital de IEP 214.000.000,00 and USD 186.250.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 2.898.388.815,00 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998 et du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Bankcentre, Ballsbridge, Dublin 4, République d'Irlande, représenté par John BROUGHAN, dûment habilité aux fins des présentes,

   (ci-après désignée "**Allied Irish Banks**"),

3. ASLK-CGER BANK, établissement de crédit de droit belge constitué sous forme de société anonyme au capital de BEF 81.510.059.961,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 13.252.724.358,14 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé rue du Fossé aux Loups 48, B-1000, Bruxelles, Belgique, représenté par Marc SIMAR, dûment habilité aux fins des présentes,

   (ci-après désignée "**ASLK-CGER**"),

4. Banca Commerciale Italiana, établissement de crédit de droit italien constitué sous forme de société de type *Società per Azioni* au capital de ITL 1.794.759.365.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 6.080.160.143,59 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Piazza della Scala 6, Milan, Italie, représenté par Pier Luigi BRIGANTI, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Banca Commerciale Italiana**"),

5. Banca di Roma S.p.A., établissement de crédit de droit italien constitué sous forme de société de type *Società per Azioni* au capital de ITL 2.675.008.375.000 (correspondant à la contre-valeur de FRF 9.062.206.122,24 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 17, Via Marco Minghetti, Rome, Italie, représenté par Gaetano Antonio GARAFFO, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Banca di Roma**"),

6. Banca Nazionale del Lavoro S.p.A., établissement de crédit de droit italien constitué sous forme de société de type *Società per Azioni* au capital de ITL 2.119.492.110.000 (correspondant à la contre-valeur de FRF 7.180.267.005,81 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 119, via Vittorio Veneto, Rome, Italie, représenté par Francesco Maria SCURCI, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**BNL**"),

7. Banco Bilbao Vizcaya, établissement de crédit de droit espagnol constitué sous forme de société de type *Sociedad Anónima* au capital de ESP 175.902.617.540 (correspondant à la contre-valeur de FRF 6.934.732.023,11 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé San Nicolas 4, Bilbao, Espagne, agissant par sa succursale de Madrid située Paseo de la Castellana 81, Madrid 28046, Espagne, représenté par José FONOLLOSA, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**BBV**"),

8. Banco Central Hispanoamericano S.A., établissement de crédit de droit espagnol constitué sous forme de société de type *Sociedad Anónima* au capital de ESP 81.910.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 3.229.195.267,00 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé C/ Acalá, número 49, 28014 Madrid, Espagne, représenté par Francisco Roche NAVARRO, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Central Hispano**"),

9. Banco Español de Crédito S.A., établissement de crédit de droit espagnol constitué sous forme de société de type *Sociedad Anónima* au capital de ESP 245.063.761.600,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 9.661.320.218,19 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Alcalá, 14, 28014 Madrid, Espagne, représenté par Manuel SUAREZ FERNANDEZ, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Banco Español de Crédito**"),

10. Banco Exterior de España S.A., établissement de crédit de droit espagnol constitué sous forme de société de type *Sociedad Anónima* au capital de ESP 52.683.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 2.076.958.787,10 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Carrera de San Jerómino 36, 28014 Madrid, Espagne, représenté par Leopoldo LOPEZ-FUCHET BALLESTEROS, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Banco Exterior de España**"),

11. Banco Santander SA, établissement de crédit de droit espagnol constitué sous forme de société de type *Sociedad Anónima* au capital de ESP 119.786.491.500,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 4.722.426.704,95 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Paseo de Pereda, 9 à 12, 39004 Santander, Espagne, représenté par Don Francisco NAVAMUEL VEGA, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Banco Santander**"),

12. The Bank of Tokyo-Mitsubishi Ltd., établissement de crédit de droit japonais constitué sous forme de société de type *Kabushikikaïsha* au capital de JPY 658.592.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 29.101.863.296,00 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998) entièrement libéré, dont le siège social est situé 7-1, Marunouchi 2-Chome, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8388, Japon, agissant par sa succursale de Francfort située Mainzerlandstr. 16, 60325 Francfort sur le Main, Allemagne, représentée par Kenji HARA, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**The Bank of Tokyo-Mitsubishi**"),

13. Bankers Trust International plc, établissement de crédit de droit anglais constitué sous forme de société de type *public limited company* au capital de GBP 50.000 et USD 621.833.828 (correspondant à la contre-valeur de FRF 13.062.828.025 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 1 Appold Street, Broadgate, Londres EC2A 2HE, Angleterre, agissant par sa succursale de Francfort située Westend Carré, Grueneburg Weg 16, D 60322 Francfort sur le Main, Allemagne, représenté par Ronald HAWES, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Bankers Trust**"),

14. Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, établissement de crédit de droit luxembourgeois au capital de LUF 7.000.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 1.138.256.000,00 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, constitué sous forme d'établissement public autonome, dont le siège social est situé 1 place de Metz, L-2954, Luxembourg, Luxembourg, représenté par Gilbert ERNST, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**BCEEL**"),

15. BBL Banque Bruxelles Lambert, établissement de crédit de droit belge constitué sous forme de société anonyme au capital de BEF 34.074.053.700 (correspondant à la contre-valeur de FRF 5.540.713.724,05 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 24 avenue Marnix, B-1000 Bruxelles, Belgique, représenté par Jacques SIMAL, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**BBL**"),

16. Banque Internationale à Luxembourg, établissement de crédit de droit luxembourgeois constitué sous forme de société anonyme au capital de LUF 4.171.741.176,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 678.358.489,15 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 69 route d'Esch, L - 2953 Luxembourg, Luxembourg, représentée par Jean-Marie BLEY, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**BIL**"),

17. Banque Nationale de Paris, établissement de crédit de droit français constitué sous forme de société anonyme au capital de FRF 5.331.139.700,00, entièrement libéré, dont le siège social est situé 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, France, représenté par Gérard LOHIER, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**BNP**"),

18. Barclays Bank Plc, établissement de crédit de droit anglais constitué sous forme de société de type *public limited company* au capital de GBP 2.065.499.999,00 et USD 349.200 (correspondant à la contre-valeur de FRF 20.079.785.111,76 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 54 Lombard Street, Londres EC3P 3AH, Angleterre, représenté par Ashley Tallentire DOWSON, dûment habilitée aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Barclays Bank**"),

19. Caisse Centrale des Banques Populaires, établissement de crédit de droit français constitué sous forme de société anonyme coopérative de banque populaire au capital de FRF 1.853.480.300,00, entièrement libéré, dont le siège social est situé 115 rue de Montmartre, 75002 Paris, France, représenté par Jean-Yves GARNIER, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**CCBP**"),

20. Caisse Nationale de Crédit Agricole, établissement de crédit de droit français constitué sous forme de société anonyme au capital de FRF 9.679.567.800,00 entièrement libéré, dont le siège social est situé 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, France, représenté par Robert BOURSAULT, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**CNCA**"),

21. Caixa Geral de Depósitos, SA, établissement de crédit de droit portugais constitué sous forme de société de type *sociedade anónima* au capital de PTE 300.000.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 9.815.640.000,00 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Avenida João XXI, 63 - 1000 Lisbonne, Portugal, représenté par Luis Filipe DA COSTA ARAUJO, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Caixa Geral de Depósitos**"),

22. Cariplo - Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde S.p.A., établissement de crédit de droit italien constitué sous forme de société de type *Società per Azioni* au capital de ITL 3.500.000.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 11.857.055.000,00 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Via Monte di Pietà 8, 20121 Milan, Italie, représenté par Mario VEZZULLI, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Cariplo**"),

23. The Chase Manhattan Bank, établissement de crédit de droit de l'Etat de New York, USA, constitué sous forme de société de type *limited liability chartered commercial bank* au capital de USD 1.211.268.948,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 7.257.802.409,52 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 270 Park Avenue, New York, New York 10017, Etats-Unis, agissant par sa succursale de Francfort située à 60284 Francfort sur le Main, Allemagne, représenté par Nicholas HAVOUTIS, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Chase**"),

24. Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, établissement de crédit de droit français constitué sous forme de société anonyme au capital de FRF 2.864.359.400,00, entièrement libéré, dont le siège social est situé 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02, France, représenté par Jean-François BUCAILLE, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**CIC**"),

25. Citibank, N.A., établissement de crédit de droit américain constitué sous forme de société de type *limited liability chartered commercial bank* au capital de USD 17.168.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 102.868.939.200,00 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 399 Park Avenue, New York, New York 10043, Etats-Unis, agissant par sa succursale de Londres, située 336 Strand, Londres, WCR2 1HB, Angleterre, représenté par Eric SEPKES, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Citibank**"),

26. Commerzbank Aktiengesellschaft, établissement de crédit de droit allemand constitué sous forme de société de type *Aktiengesellschaft* au capital de DEM 2.319.821.565 (correspondant à la contre-valeur de FRF 7.780.356.753,99 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Kaiserstrasse 16, 60311 Francfort, Allemagne, représenté par Roland BÖFF, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Commerzbank**"),

27. Creditanstalt AG, établissement de crédit de droit autrichien constitué sous forme de société de type *Aktiengesellschaft* au capital de ATS 4.100.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 1.954.494.600,00 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Schottengasse 6-8, A-1010 Vienne, Autriche, représenté par Mag Heinz KOZMUTH, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Creditanstalt**"),

28. Crédit Commercial de France, établissement de crédit de droit français constitué sous forme de société anonyme au capital de FRF 1.819.951.150,00, entièrement libéré, dont le siège social est situé 103 avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, France, représenté par Fabrice de BOISSIEU, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**CCF**"),

29. Crédit Lyonnais, établissement de crédit de droit français constitué sous forme de société anonyme au capital de FRF 9.389.925.000,00, entièrement libéré, dont le siège social est situé 18 rue de la République, Lyon, France, représenté par Jean-Paul AEBERHARDT, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Crédit Lyonnais**"),

30. Credito Italiano, établissement de crédit de droit italien constitué sous forme de société de type *Società per Azioni* au capital de ITL 1.439.955.693.500,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 4.878.181.101,54 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Via Dante 1, 16121 Gênes, Italie, représenté par Luigi PARRILLA, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Credito Italiano**"),

31. Den Danske Bank Aktieselskab, établissement de crédit de droit danois constitué sous forme de société de type *Aktieselskab* au capital de DKK 5.292.500.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 4.660.046.250,00 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé à Holmens Kanal 2-12, 1092 Copenhague K, Danemark, représenté par Joergen EVENSEN, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Den Danske Bank**"),

32. Deutsche Bank AG, établissement de crédit de droit allemand constitué sous forme de société de type *Aktiengesellschaft* au capital de DEM 2.656.580.475 (correspondant à la contre-valeur de FRF 8.909.798.991,88 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Taunusanlage 12, 60326 Francfort sur le Main, Allemagne, représenté par Helmut SCHÄFER, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Deutsche Bank**"),

33. Dresdner Bank AG, établissement de crédit de droit allemand constitué sous forme de société de type *Aktiengesellschaft* au capital de DEM 2.566.718.635,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 8.608.414.961,18 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Jürgen-Ponto Platz 1,

60301 Francfort sur le Main, Allemagne, représenté par Dr. Hans-Joachim SCHMIDT-GERSBACH et Claus HILLES, dûment habilités aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Dresdner Bank**"),

34. Générale de Banque, établissement de crédit de droit belge constitué sous forme de société anonyme au capital de BEF 34.535.831.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 5 615 802 407,25 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 3 Montagne du Parc, 1000 Bruxelles, Belgique, représenté par Willy SCHEERLINCK, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Générale de Banque**"),

35. ING Bank, établissement de crédit de droit néerlandais constitué sous forme de société de type *naamloze vennootschap* au capital de NLG 1.163.000.000 (correspondant à la contre-valeur de FRF 3.461.797.430,00 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Strawinskylaan 2631, 1077 ZZ Amsterdam, Pays-Bas, représenté par Pieter BELTMAN, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**ING**"),

36. Istituto Bancario San Paolo di Torino S.p.A., établissement de crédit de droit italien constitué sous forme de société de type *Società per Azioni* au capital de ITL 8.159.928.520.000 (correspondant à la contre-valeur de FRF 27.643.634.645,06 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Piazza San Carlo 156, 10121 Turin, Italie, représenté par Giorgio FERRERO, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**San Paolo**"),

37. Kredietbank SA Luxembourgeoise, établissement de crédit de droit luxembourgeois constitué sous forme de société anonyme au capital de LUF 6.522.735.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 1.060.648.892,88 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé

43 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Luxembourg, représenté par Edgard SPECK, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**KBL**"),

38. Kredietbank N.V., établissement de crédit de droit belge constitué sous forme de société anonyme au capital de BEF 14.075.583.012,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 2.288.802.402,42 sur la base du taux de conversion fixé par le Communiqué commun sur la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro du 2 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Schoenmarkt 35, 2000 Anvers, Belgique, représenté par Willy KESTENS, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**KB**"),

39. Lloyds Bank Plc, établissement de crédit de droit anglais constitué sous forme de société de type *public limited company* au capital de GBP 1.470.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur en FRF 14.290.893.749,51 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 71 Lombard Street, London EC3P 3BS, Angleterre, représenté par Richard BETCHLEY, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Lloyds Bank**"),

40. Midland Bank Plc, établissement de crédit de droit anglais constitué sous forme de société de type *public limited company* au capital de GBP 796.903.204,00 et de USD 70.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 419.433.000,00 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Poultry, Londres EC2P 2BX, Angleterre, représenté par Michael Robert SANDS, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Midland**"),

41. National Bank of Greece S.A., établissement de crédit de droit grec constitué sous forme de société anonyme au capital de GRS 130.971.528.400,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 2.537.573.362,75 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 86 Aeolou Str., 102-32 Athènes, Grèce, représenté par Nicholaos KOUTSOS, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**National Bank of Greece**"),

42. National Westminster Bank Plc., établissement de crédit de droit anglais constitué sous forme de société de type *public limited company* au capital de GBP 1.731.951.608,00 (actions ordinaires) et GBP 140.000.000,00 (actions préférentielles) et USD 800.000.000 (correspondant à la contre-valeur de FRF 22.989.825.605,56 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 41 Lothbury, Londres EC2B 2BP, Angleterre, représenté par Bernard Anthony VALVONA, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Natwest**"),

43. Nordbanken AB, établissement de crédit de droit suédois constitué sous forme de société de type *bankaktiebolag* au capital de SEK 5.482.258.050,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 4.225.724.504,94 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé S-105 71 Stockholm, Suède, représenté par Rune OLOFSSON, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Nordbanken**"),

44. PARIBAS, établissement de crédit de droit français constitué sous forme de société anonyme au capital de FRF 16.012.75.600,00, entièrement libéré, dont le siège social est situé 3 rue d'Antin, 75002 Paris, France, représenté par Thibault COUTURIER, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désigné "**PARIBAS**"),

45. The Royal Bank of Scotland plc, établissement de crédit de droit écossais constitué sous forme de société de type *public limited company* au capital de GBP 478.875.247,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 4.654.906.838,46 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 36 St Andrew Square, Edimbourg EH2 2YB, Ecosse, représenté par James Gordon STUART, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**The Royal Bank of Scotland**"),

46. Skandinaviska Enskilda Banken AB, établissement de crédit de droit suédois constitué sous forme de société de type *bankaktiebolag* au capital de SEK 5.882.000.000,00

(correspondant à la contre-valeur de FRF 4.533.845.600,00 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Kungsträdgards-gatan 8, S-102 22 Stockholm, Suède, représenté par Björn FLISMARK, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**SEB**"),

47. Société Générale, établissement de crédit de droit français constitué sous forme de société anonyme au capital de FRF 2.960.452.470,00, entièrement libéré, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, France, représenté par Martine BRACHET, dûment habilitée aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Société Générale**"),

48. Standard Chartered Bank, établissement de crédit de droit anglais constitué sous forme de société de type *company incorporated by Royal Charter* au capital de GBP 1.062.023.057,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 10.323.395.125,57 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 1 Aldermanbury Square, Londres EC2V 7SB, Angleterre, représenté par Geoffrey Terence LEDDEN, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Standard Chartered Bank**"),

49. Svenska Handelsbanken AB, établissement de crédit de droit suédois constitué sous forme de société de type société de type *bankaktiebolag* au capital de SEK 2.604.548.460,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 2.007.585.952,97 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé 106 70 Stockholm, Suède, représenté par Percy SURTELL, dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Svenska Handelsbanken**"),

50. Swiss Bank Corporation, établissement de crédit de droit suisse constitué sous forme de société de type *Aktiengesellschaft* au capital de CHF 3.146.437.680,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 12.670.075.249,82 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Aeschenvorstadt 1, CH-4051, Bâle, Suisse, agissant par sa

succursale de Londres située 1 High Timber Street, Londres EC4V 3SB, Angleterre, représenté par Hays LITTLEJOHN et Mark SAYELL, dûment habilités aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**SBC**"),

51. Unibank A/S, établissement de crédit de droit danois constitué sous forme de société de type *aktieselskab* au capital de DKK 5.000.000.000,00 (correspondant à la contre-valeur de FRF 4.402.500.000,00 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Torgevade 2, DK-1786 Copenhague V, Danemark, représenté par Berit T. VINSAND, dûment habilitée aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**Unibank**"),

52. Union Bank of Switzerland, établissement de crédit de droit suisse constitué sous forme de société de type société par actions au capital de CHF 2.575.000.000 (correspondant à la contre-valeur de FRF 10.369.010.000,00 sur la base du taux de change publié par la Banque de France le 18 mai 1998), entièrement libéré, dont le siège social est situé Bahnofstrasse 45, 8021, Zurich, Suisse, agissant par sa filiale de Londres située 100 Liverpool Street, Londres EC2M 2RH, Angleterre, représenté par Tom BACCHUS dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après désignée "**UBS**"),

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée à capital variable (la "**Société**") devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé (ci-après désignés individuellement un "**Associé**" et collectivement les "**Associés**").

PREAMBULE

Les Associés sont les banques participant au système de compensation et de règlement Ecu de l'ABE (le "**Système ECU**") et qui participeront ou viendront à participer au système de paiement Euro de l'ABE (le "**Système**") conçu pour traiter et régler des paiements libellés en euro entre les banques participant au Système (les "**Participants**").

Le Système a été créé sous l'égide de l'Association Bancaire pour l'Euro (l'"**Association**") dont sont membres les soussignés.

L'opérateur du Système sera une société créée par les Participants sous l'égide de l'Association. Le Système fonctionnera conformément à des principes généraux établis par l'Association (les "**Principes Généraux**") et selon des règles qui ont été définies par l'Association et adoptées par les Participants (qui pourront si nécessaire être modifiées ultérieurement, les "**Règles**").

Dans ce contexte, les soussignés ont décidé de créer la Société sous la forme d'une société par actions simplifiée à capital variable.

Une convention cadre (qui pourra si nécessaire être modifiée ultérieurement, la "**Convention Cadre**") sera conclue entre (i) l'Association, (ii) la Société et (iii) ABE Administration, société anonyme de droit français au capital de 40.000 Ecus dont le siège social est situé 4 rue de Galliéra 75116 Paris, une société qui fournira des services à la Société et à l'Association (la "**Société d'Administration**"). La Convention Cadre décrit les responsabilités respectives de chaque entité et leurs relations entre elles.

L'Association, ses filiales et toute société créée sous son égide sont ci-après désignées ensemble le "**Groupe ABE**".

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée à capital variable et est régie par les lois et règlements français en vigueur ainsi que par les présents statuts.

La Société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- l'exploitation et la gestion d'un système de paiement créé et conçu pour le traitement et le règlement des paiements libellés en euro devant être effectués par les banques participant à ce système, ainsi que l'élaboration des Règles, leur promulgation et leur

modification conformément aux dispositions de la Convention Cadre et des Principes Généraux,

- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou civiles, ainsi que toutes transactions immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet social ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale :

ABE CLEARING

Tous actes et documents émanant de la Société doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par Actions Simplifiée à capital variable" ou "S.A.S. à capital variable" et de l'énonciation du montant du capital autorisé tel que défini à l'Article 6.

La Société peut également utiliser le nom commercial "EBA CLEARING".

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé au :

4 rue de Galliéra
75116 Paris

Sous réserve des dispositions de la Convention Cadre, il pourra être transféré à tout autre endroit en France par décision du conseil d'administration de la Société qui est autorisé à modifier sur ce point les statuts en conséquence. Le conseil d'administration de la Société sera ci-après désigné le "**Conseil**" ou le "**Conseil d'Administration**".

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - ACTIONS - ASSOCIES

ARTICLE 6 - CAPITAL SOUSCRIT - CAPITAL AUTORISE

Le montant maximum du capital social de la Société est de 100.000 ECU et le montant minimum du capital social de la Société est 40.000 ECU. Ledit montant maximum de 100.000 ECU sera ci-après désigné le "**Capital Autorisé**".

A la date des présentes, le capital souscrit est de 52.000 ECU.

Il est divisé en cinquante deux (52) actions d'une valeur nominale de mille (1.000) ECU. Les Actions émises par la Société et tous les droits s'y rattachant, en ce notamment inclus, mais sans s'y limiter, tous les droits de souscription, seront ci-après dénommés les "**Actions**".

ARTICLE 7 - APPORTS

Chaque Associé n'aura le droit de détenir qu'une seule Action.

Les soussignés font à la Société les apports en numéraire suivants :

1 -	ABN AMRO, la somme de:	1.000	ECU
2 -	Allied Irish Banks, la somme de :	1.000	ECU
3 -	ASLK-CGER, la somme de :	1.000	ECU
4 -	Banca Commerciale Italiana, la somme de :	1.000	ECU
5 -	Banca di Roma, la somme de :	1.000	ECU
6 -	BNL, la somme de :	1.000	ECU
7 -	BBV, la somme de :	1.000	ECU
8 -	Central Hispano, la somme de :	1.000	ECU
9 -	Banco Español de Crédito, la somme de :	1.000	ECU
10 -	Banco Exterior de España, la somme de :	1.000	ECU
11 -	Banco Santander, la somme de :	1.000	ECU
12 -	The Bank of Tokyo-Mitsubishi, la somme de :	1.000	ECU
13 -	Bankers Trust, la somme de :	1.000	ECU
14 -	BCEEL, la somme de :	1.000	ECU
15 -	BBL, la somme de :	1.000	ECU
16 -	BIL, la somme de :	1.000	ECU
17 -	BNP, la somme de :	1.000	ECU
18 -	Barclays Bank, la somme de :	1.000	ECU
19 -	CCBP, la somme de :	1.000	ECU

20 -	CNCA, la somme de :	1.000	ECU
21 -	Caixa Geral de Depositos, la somme de :	1.000	ECU
22 -	Cariplo, la somme de :	1.000	ECU
23 -	Chase, la somme de :	1.000	ECU
24 -	CIC, la somme de :	1.000	ECU
25 -	Citibank, la somme de :	1.000	ECU
26 -	Commerzbank, la somme de :	1.000	ECU
27 -	Creditanstalt, la somme de :	1.000	ECU
28 -	CCF, la somme de :	1.000	ECU
29 -	Crédit Lyonnais, la somme de :	1.000	ECU
30 -	Credito Italiano, la somme de :	1.000	ECU
31 -	Den Danske Bank, la somme de :	1.000	ECU
32 -	Deutsche Bank, la somme de :	1.000	ECU
33 -	Dresdner Bank, la somme de :	1.000	ECU
34 -	Générale de Banque, la somme de :	1.000	ECU
35 -	ING, la somme de :	1.000	ECU
36 -	San Paolo, la somme de :	1.000	ECU
37 -	KBL, la somme de :	1.000	ECU
38 -	KB, la somme de :	1.000	ECU
39 -	Lloyds Bank, la somme de :	1.000	ECU
40 -	Midland, la somme de :	1.000	ECU
41 -	National Bank of Greece, la somme de :	1.000	ECU
42 -	Natwest, la somme de :	1.000	ECU
43 -	Nordbanken, la somme de :	1.000	ECU
44 -	PARIBAS, la somme de :	1.000	ECU
45 -	The Royal Bank of Scotland, la somme de :	1.000	ECU
46 -	SEB, la somme de :	1.000	ECU
47 -	Société Générale, la somme de :	1.000	ECU
48 -	Standard Chartered Bank, la somme de :	1.000	ECU
49 -	Svenska Handelsbanken, la somme de :	1.000	ECU
50 -	SBC, la somme de :	1.000	ECU
51 -	Unibank, la somme de :	1.000	ECU
52 -	UBS, la somme de :	1.000	ECU
	soit, au total, une somme de :	52.000	ECU,

correspondant à 52 Actions, ayant une valeur nominale de 1.000 ECU, souscrites en totalité et entièrement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire établi le 19 mai 1998, laquelle somme a été déposée, pour le compte de la Société, auprès du Crédit Lyonnais, Agence ABI (570), sur le compte n° 401 134 A.

Chaque souscripteur a reçu un nombre d'Actions proportionnel au montant de ses apports, soit :

1 -	ABN AMRO :	(1) une Action
2 -	Allied Irish Banks :	(1) une Action
3 -	ASLK-CGER :	(1) une Action
4 -	Banca Commerciale Italiana :	(1) une Action
5 -	Banca di Roma :	(1) une Action
6 -	BNL :	(1) une Action
7 -	BBV :	(1) une Action
8 -	Central Hispano :	(1) une Action
9 -	Banco Español de Crédito :	(1) une Action
10 -	Banco Exterior de España:	(1) une Action
11 -	Banco Santander :	(1) une Action
12 -	The Bank of Tokyo-Mitsubishi :	(1) une Action
13 -	Bankers Trust :	(1) une Action
14 -	BCEEL :	(1) une Action
15 -	BBL :	(1) une Action
16 -	BIL :	(1) une Action
17 -	BNP :	(1) une Action
18 -	Barclays Bank :	(1) une Action
19 -	CCBP :	(1) une Action
20 -	CNCA :	(1) une Action
21 -	Caixa Geral de Depositos :	(1) une Action
22 -	Cariplo :	(1) une Action
23 -	Chase :	(1) une Action
24 -	CIC :	(1) une Action
25 -	Citibank :	(1) une Action
26 -	Commerzbank :	(1) une Action
27 -	Creditanstalt :	(1) une Action
28 -	CCF :	(1) une Action
29 -	Crédit Lyonnais :	(1) une Action
30 -	Credito Italiano :	(1) une Action
31 -	Den Danske Bank :	(1) une Action
32 -	Deutsche Bank :	(1) une Action
33 -	Dresdner Bank :	(1) une Action
34 -	Générale de Banque :	(1) une Action
35 -	ING :	(1) une Action
36 -	San Paolo :	(1) une Action
37 -	KBL :	(1) une Action
38 -	KB :	(1) une Action
39 -	Lloyds Bank :	(1) une Action
40 -	Midland :	(1) une Action
41 -	National Bank of Greece :	(1) une Action
42 -	Natwest :	(1) une Action

43 -	Nordbanken :	(1) une Action
44 -	PARIBAS :	(1) une Action
45 -	The Royal Bank of Scotland :	(1) une Action
46 -	SEB :	(1) une Action
47 -	Société Générale :	(1) une Action
48 -	Standard Chartered Bank :	(1) une Action
49 -	Svenska Handelsbanken :	(1) une Action
50 -	SBC :	(1) une Action
51 -	Unibank :	(1) une Action
52 -	UBS :	(1) une Action

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1. Conformément aux dispositions de l'article 48 de la loi française du 24 juillet 1867 relative aux sociétés à capital variable, le capital souscrit pourra être augmenté jusqu'au montant du Capital Autorisé fixé à l'Article 6 et pourra être réduit au plus élevé des montants suivants : (i) 10 % du Capital Autorisé fixé à l'Article 6 ou (ii) le montant minimum prévu par la loi.

8.2. La décision d'augmenter ou de réduire le capital souscrit dans les limites prévues à l'Article 8.1 pourra être prise par le Conseil conformément aux lois en vigueur et aux stipulations figurant aux Articles 10, 13 et 14 concernant le transfert des Actions, l'admission d'un nouvel Associé et/ou l'exclusion ou le retrait d'un Associé.

Chacun des apports réalisés par de nouveaux Associés fera l'objet d'une inscription sur un registre tenu par le Conseil d'Administration et qui sera soumis à l'assemblée annuelle des Associés. Les actions seront émises, dès réception de l'apport des nouveaux Associés, avec un certificat d'émission indiquant le montant et la date de l'apport ainsi que le nom de l'apporteur.

Sauf décision contraire prise par l'assemblée extraordinaire des Associés, les Actions nouvelles seront émises à leur valeur nominale. Une assemblée extraordinaire des Associés signifie une assemblée des Associés statuant dans les conditions prévues au second paragraphe de l'Article 30.6 et sera ci-après désignée une "**Assemblée Extraordinaire des Associés**". Les résolutions adoptées au cours d'une Assemblée Extraordinaire des Associés seront ci-après dénommées des "**Résolutions Extraordinaires des Associés**".

8.3. Toute décision d'augmentation ou de réduction du montant du Capital Autorisé devra être adoptée par l'Assemblée Extraordinaire des Associés.

8.4. Sauf décision contraire prise par une Assemblée Extraordinaire des Associés, toute réduction ou augmentation du capital souscrit sera faite à la valeur nominale des Actions.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les Actions souscrites en numéraire lors de la constitution de la Société ou lors d'une augmentation de capital doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

ARTICLE 10 - CESSION DES ACTIONS

10.1 La cession des Actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par virement de compte à compte.

10.2 Pendant une période de dix (10) ans à compter de la signature des statuts, soit jusqu'au 20 mai 2008, les Actions sont inaliénables sauf (i) en cas d'agrément du projet de cession donné à l'unanimité des Associés dans les conditions stipulées à l'Article 10.3 et (ii) dans les cas prévus aux Articles 14.3, 15.1 et 15.2.

10.3 Sous réserve des stipulations figurant à l'Article 13, toute cession d'Actions est soumise à l'agrément préalable de tous les Associés dans les conditions et suivant la procédure ci-après :

1. Le cédant devra notifier le projet de cession au président de la Société (le président de la Société sera ci-après désigné le "**Président**") et à chacun des Associés par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant la dénomination sociale, la forme, le montant du capital et le siège social du cessionnaire, le nombre d'Actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

2. L'agrément résulte d'une décision unanime des Associés prise dans un délai de trente cinq (35) jours suivant la notification du projet de cession. Ledit agrément devra être donné par écrit et notifié au cédant et au Président par chaque Associé. En l'absence de décision unanime prise dans ce délai, l'agrément sera réputé avoir été refusé.

3. En cas de refus d'agrément à l'expiration de la période d'inaliénabilité précisée au paragraphe 2 ci-dessus et si le cédant n'a pas, dans un délai de huit (8) jours suivant le refus d'agrément, avisé la Société qu'il renonçait à son projet de cession, la Société sera tenue, dans un délai de trois (3) mois à compter du refus, de faire acquérir les Actions par un nouvel Associé, ou de les acquérir elle-même en vue de leur cession à un nouvel Associé dans un délai de six (6) mois, ou de leur annulation.

4. La cession au nom du cessionnaire est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du Président, sans qu'il soit besoin de la signature du cédant ou du cessionnaire.

5. Le prix de cession sera déterminé conformément aux dispositions de l'Article 16.

6. Dans les dix (10) jours suivant la détermination du prix de cession, la Société ou le nouvel Associé, selon le cas, sera tenu d'effectuer le paiement du prix de cession au compte indiqué par le cédant ; le prix de cession n'est pas productif d'intérêts.

7. Les dispositions de l'Article 10.3 sont applicables à toutes cessions d'Actions, même entre Associés, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, et alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport à une société, d'apport partiel d'actif, de fusion, de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à la suite d'une augmentation de capital ou d'une renonciation à un droit de souscription.

10.4 Toute cession d'Actions effectuée en violation des précédentes dispositions est nulle.

10.5 Les Actions ne peuvent faire l'objet et doivent rester libres de tout nantissement, gage, privilège, sûreté ou garantie de quelque nature que se soit.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Toutes les Actions doivent obligatoirement revêtir la forme nominative et sont matérialisées par une inscription en compte dans les comptes tenus par la Société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

12.1 Chaque Action de la Société donne droit à son titulaire dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le *boni* de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne également droit à une voix.

12.2 La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts, à leurs modifications ultérieures, à toutes décisions des Associés, aux Règles et à la Convention Cadre.

12.3 Les Associés ne sont responsables du passif social de la Société qu'à concurrence de leurs apports.

12.4 Les droits et obligations attachés à l'Action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

12.5 Il est précisé que si la Société devient propriétaire d'Actions conformément aux Articles 10.3, 14.3 ou 15, les droits attachés auxdites Actions seront suspendus jusqu'à ce que la Société annule lesdites Actions ou les vende à un nouvel Associé.

T I T R E III

ADMISSION D'ASSOCIES - SUSPENSION DES DROITS NON-PECUNIAIRES ET EXCLUSION - FUSION - PRIX DE CESSION

ARTICLE 13 - ADMISSION DE NOUVEAUX ASSOCIES

13.1 L'admission d'un nouvel Associé est soumise aux conditions suivantes :

- preuve de son admission préalable comme membre de l'Association ;

- preuve de son admission préalable comme Participant au Système conformément aux Règles ;

- preuve qu'il satisfait aux conditions posées en droit français pour être associé d'une Société par Actions Simplifiée (c'est-à-dire, être soit (i) une société ayant un capital entièrement libéré d'au moins FRF 1,500,000 ou sa contre-valeur en francs français, soit (ii) un établissement public de l'Etat qui a une activité commerciale ou industrielle et n'est pas soumis aux règles de la comptabilité publique, ou (iii) un établissement de crédit de droit privé non constitué sous forme de société.

13.2 Les Banques admises comme participants au Système ECU après la signature des présents statuts mais avant l'entrée en vigueur des Règles auront le droit de devenir Associés.

13.3 Le nouvel Associé deviendra Associé de la Société conformément aux dispositions des présents statuts et de la Convention Cadre, que ce soit dans le cadre d'une augmentation de capital ou lors d'une cession d'Actions détenues par un Associé ou par la Société en application des Articles 10, 14.3 ou 15.

ARTICLE 14 - SUSPENSION DES DROITS NON-PECUNIAIRES - EXCLUSION DES ASSOCIES

14.1 Cas d'exclusion

Un Associé sera automatiquement soumis à la procédure d'exclusion si l'un des cas suivants (un "**Cas d'Exclusion**") se présente :

(i) il a informé le président de l'Association de sa décision de se retirer volontairement de l'Association ; ou

(ii) il a reçu notification par l'Association qu'une procédure d'exclusion a été engagée contre lui en sa qualité de membre de l'Association ; ou

(iii) il a notifié à la Société sa décision de se retirer volontairement du Système conformément aux Règles ; ou

(iv) il a reçu une Notification d'Exclusion (telle que définie par les Règles) de la Société en application des Règles ; ou

(v) il a reçu une Notification de Suspension (telle que définie par les Règles) de la Société en application des Règles.

14.2 Suspension des Droits Non-Pécuniaires

1. En cas de survenance d'un Cas d'Exclusion, tous les droits non pécuniaires de l'Associé soumis à la procédure d'Exclusion sont suspendus automatiquement et immédiatement, y compris :

   - la suspension de ses droits de vote lors du vote des résolutions ordinaires ou des Résolutions Extraordinaires des Associés. Une résolution ordinaire signifie une résolution des Associés prise dans les conditions prévues au premier paragraphe de l'Article 30.6 et sera ci-après désignée une "**Résolution Ordinaire des Associés**". Les assemblées au cours desquelles des Résolutions Ordinaires des Associés sont adoptées seront ci-après dénommées les "**Assemblées Ordinaires des Associés**".

   - le droit de proposer un candidat au Conseil d'Administration, à la présidence et à la vice-présidence.

De plus, si un membre du Conseil, ci-après désigné "administrateur" (y compris le Président ou le vice-président de la Société (le vice-président de la Société sera ci-après désigné le "**Vice-Président**") a été élu sur proposition de l'Associé en cause, les droits

de vote de cet administrateur au Conseil d'Administration seront immédiatement suspendus. Si le Président ou le Vice-Président a été élu sur proposition de l'Associé en cause, son mandat sera automatiquement suspendu.

La suspension des droits non pécuniaires mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus prendra effet :

(a) en ce qui concerne les Cas d'Exclusion mentionnés aux paragraphes (i) et (iii) de l'Article 14.1, à la date où l'Associé envoie sa notification de retrait volontaire ;

(b) en ce qui concerne le Cas d'Exclusion mentionné au paragraphe (ii) de l'Article 14.1, à la date d'envoi par l'Association de la notification relative à la procédure d'exclusion ;

(c) en ce qui concerne les Cas d'Exclusion mentionnés aux paragraphes (iv) et (v) de l'Article 14.1, à la date de la Notification d'Exclusion (telle que définie dans les Règles) ou de la Notification de Suspension (telle que définie dans les Règles), selon le cas.

2. La suspension des droits non-pécuniaires prendra automatiquement fin :

(i) pour le Cas d'Exclusion mentionné au paragraphe (ii) de l'Article 14.1 : à la plus proche des dates suivantes (a) la date de la première assemblée générale de l'Association suivant la survenance du Cas d'Exclusion décidant de ne pas exclure l'Associé comme membre de l'Association, ou (b) six (6) mois après l'envoi par l'Association de la notification relative à la procédure d'exclusion si aucune mesure n'a été prise relativement à cette notification pendant cette période ;

(ii) pour le Cas d'Exclusion mentionné au paragraphe (v) de l'Article 14.1 : à la date où conformément aux Règles, la Suspension (telle que définie dans les Règles) prend fin.

14.3 <u>Exclusion</u>

1. Le second paragraphe de l'Article 52 de la loi française du 24 juillet 1867 relatif aux sociétés à capital variable ne s'applique pas à la procédure d'exclusion prévue ci-dessous qui sera régie exclusivement par les dispositions légales relatives à la société par actions simplifiée et en particulier par les dispositions de l'article 262-17 de la loi française du 24 juillet 1966. En conséquence, si l'un des Cas d'Exclusion survient et pour autant que la procédure d'exclusion n'ait pas pris fin conformément aux stipulations du paragraphe 2 de l'Article 14.2, l'Associé concerné sera automatiquement exclu de la Société, sans qu'il soit besoin d'une décision des Associés, ladite exclusion prenant effet à la date où le Cas d'Exclusion devient définitif et où il ne peut y être remédié (la "**<u>Date d'Exclusion</u>**"), soit :

(i) en ce qui concerne le Cas d'Exclusion mentionné au paragraphe (i) de l'Article 14.1 : à la date où devient effectif le retrait volontaire de l'Associé comme membre de l'Association conformément aux statuts de l'Association ;

(ii) en ce qui concerne le Cas d'Exclusion mentionné au paragraphe (ii) de l'Article 14.1 : à la date où devient effective l'exclusion de l'Associé comme membre de l'Association conformément aux statuts de l'Association ;

(iii) en ce qui concerne le Cas d'Exclusion mentionné au paragraphe (iii) de l'Article 14.1 : à la date où devient effectif le retrait volontaire de l'Associé du Système conformément aux Règles ;

(iv) en ce qui concerne le Cas d'Exclusion mentionné au paragraphe (iv) de l'Article 14.1 : à la date de la Notification d'Exclusion conformément aux Règles ;

(v) en ce qui concerne le Cas d'Exclusion mentionné au paragraphe (v) de l'Article 14.1 : à la date d'exclusion de l'Associé du Système dès lors qu'il n'a pas été mis fin au Cas d'Exclusion conformément aux Règles.

2. A la Date d'Exclusion, les Actions de l'Associé exclu seront cédées à un nouvel Associé ou à la Société en vue de leur cession à un nouvel Associé dans un délai de six (6) mois, ou de leur annulation. La cession des Actions est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du Président, sans qu'il soit besoin de la signature de l'Associé exclu.

Conformément à l'Article 16, les Actions seront cédées pour leur valeur nominale.

La Société ou le nouvel Associé, selon le cas, sera tenu(e) d'effectuer le paiement du prix de cession sur le compte indiqué par l'Associé Exclu dans les dix (10) jours ouvrables suivant la Date d'Exclusion.

3. A la Date d'Exclusion, le mandat de tout administrateur (y compris celui du Président et du Vice-Président) ayant été élu sur proposition de l'Associé exclu prendra automatiquement fin.

14.4 La suspension de tous droits non-pécuniaires et l'exclusion d'un Associé conformément aux dispositions de l'Article 14, n'emportent pas vis à vis de l'Associé concerné renonciation de la part de la Société et des autres Associés à, et sera sans conséquence sur leurs droits respectifs au titre de toutes créances, pertes, frais, dépenses, demandes de réparation d'un préjudice subi résultant du ou se rapportant au Cas d'Exclusion et n'affectent en aucune manière les droits dont la Société ou les autres Associés pourraient bénéficier en vertu des Règles et des lois en vigueur.

ARTICLE 15 - FUSION

15.1 Dans l'hypothèse d'une fusion-absorption d'un ou plusieurs Associés (le ou les "**Associé(s) Absorbé(s)**") par un autre Associé (l'"**Associé Absorbant**"), les dispositions suivantes s'appliqueront à la date où la fusion deviendra effective (la date à laquelle la fusion, telle que décrite à l'Article 15.1 et 15.2, devient effective sera ci-après dénommée la "**Date d'Effet**") :

(i) à la Date d'Effet, les Actions de l'Associé ou des Associés Absorbé(s), détenues par l'Associé Absorbant à la suite de la fusion, seront cédées à la Société en vue de leur cession à un nouvel Associé dans un délai de six (6) mois ou de leur annulation. La cession est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du Président, sans qu'il soit besoin de la signature de l'Associé Absorbant,

(ii) à la Date d'Effet, tous droits non-pécuniaires attachés aux Actions de l'Associé Absorbé, détenues par l'Associé Absorbant, seront suspendus du fait du caractère effectif de la fusion,

(iii) le prix de cession sera déterminé conformément aux dispositions de l'Article 16,

(iv) dans les dix (10) jours suivant la détermination du prix de cession, la Société sera tenue d'effectuer le paiement du prix de cession sur le compte de l'Associé Absorbant.

De plus, lorsque siègent ensemble au Conseil d'Administration, un administrateur élu sur proposition de l'Associé Absorbant et un ou plusieurs administrateur(s) élu(s) sur proposition de l'Associé ou des Associés Absorbé(s) (y compris le Président ou le Vice-Président), l'Associé Absorbant notifiera au Conseil d'Administration le nom de l'administrateur qui continuera à siéger au Conseil, l'autre ou les autres administrateur(s) (y compris le Président ou le Vice-Président) étant considéré(s) démissionnaire(s) d'office. Jusqu'à réception par la Société de cette notification, les droits de vote de tous ces administrateurs lors des réunions du Conseil d'Administration sont suspendus.

15.2 Dans l'hypothèse d'une fusion-absorption d'un ou de plusieurs Associés dans une nouvelle entité qui n'est pas Associé de la Société, les dispositions suivantes s'appliqueront :

(i) si ladite entité remplit les critères d'admission figurant à l'Article 13 dans une période de douze (12) mois de la Date d'Effet, elle aura le droit, sans qu'il soit besoin d'une résolution des Associés ou d'un agrément unanime des Associés, de détenir le nombre d'Actions autorisé par les statuts. Les dispositions de l'Article

15.1(i), (iii) et (iv) s'appliqueront aux autres Actions détenues par ladite entité à la suite de la fusion et dont la détention n'est pas autorisée par les statuts.

Tous les droits non-pécuniaires attachés aux Actions des Associés Absorbés détenues par la nouvelle entité seront suspendus à compter de la Date d'Effet. Cette suspension prendra fin, en ce qui concerne les droits non-pécunaires attachés aux Actions que la nouvelle entité a le droit de détenir conformément aux statuts, à la date à laquelle les critères d'admission définis à l'Article 13 seront remplis.

Dans l'hypothèse où le Conseil (y compris le Président et le Vice-Président) est composé de membres élus sur proposition des Associés Absorbés, lesdits membres du Conseil seront réputés être démissionnaires d'office à compter de la Date d'Effet.

(ii) si ladite entité ne remplit pas les critères d'admission figurant à l'Article 13, les Actions détenues par ladite entité à la suite de la fusion seront transférées à la Société en vue de leur cession à un nouvel Associé dans un délai de six mois ou de leur annulation. La cession des Actions sera régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du Président sans qu'il soit besoin de la signature de la nouvelle entité. Le prix de transfert des Actions sera déterminé conformément aux dispositions de l'Article 16. Dans les dix (10) jours de la détermination du prix de transfert, la Société ou le nouvel Associé, selon le cas, sera tenu(e) d'effectuer le paiement du prix de cession sur le compte indiqué par la nouvelle entité.

Tous les droits non-pécuniaires attachés aux Actions des Associés Absorbés détenues par la nouvelle entité à la suite de la fusion seront suspendus à compter de la Date d'Effet.

De plus, dans l'hypothèse où le Conseil (y compris le Président et le Vice-Président) est composé de membres élus sur proposition de l'Associé ou des Associés Absorbés, lesdits membres du Conseil (y compris le Président et le Vice-Président) seront réputés être démissionnaires d'office à compter de la Date d'Effet.

ARTICLE 16 - PRIX DE CESSION

16.1 Dans tous les cas mentionnés aux Articles 10.3, 14.3 et 15, les Actions seront cédées pour leur valeur nominale.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est gérée et administrée par un Conseil d'Administration composé d'un nombre impair de membres qui ne peut être, en incluant le Président et le Vice-Président, supérieur à quinze (15). Le nombre d'administrateurs dans cette limite de quinze membres est déterminé par l'Assemblée Ordinaire des Associés.

ARTICLE 18 - ADMINISTRATEURS (AUTRES QUE LE PRESIDENT ET LE VICE-PRESIDENT)

A moins qu'il ne soit expressément stipulé autrement dans le présent Article, les dispositions de l'Article 18 s'appliquent à tous les administrateurs, à l'exception du Président et du Vice-Président.

18.1 Les administrateurs sont désignés par l'Assemblée Ordinaire des Associés, selon la procédure décrite ci-après, étant entendu que l'Assemblée Ordinaire des Associés procédera tout d'abord à la désignation du Président et du Vice-Président, conformément aux Articles 21.1 et 21.2, puis à la désignation des autres administrateurs :

(i) chaque Associé peut proposer un candidat au poste d'administrateur, ce candidat devant être un salarié ou un dirigeant de cet Associé. Chaque Associé proposant un candidat devra notifier au Président le nom de celui-ci dans les dix (10) jours suivant l'envoi de la convocation à l'Assemblée Ordinaire des Associés ;

(ii) les noms des candidats doivent figurer dans l'ordre du jour définitif de l'assemblée des Associés, adressé quinze (15) jours avant la tenue de l'Assemblée Ordinaire des Associés ;

(iii) en plus de ces candidats, les candidats n'ayant pas été élus à la présidence et à la vice-présidence peuvent se présenter à l'élection des administrateurs ;

(iv) le vote se fait à bulletin secret ;

(v) tout bulletin de vote ne comprenant pas autant de noms de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir sera nul ;

(vi) les sièges sont attribués aux candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix ; en cas de partage des voix et dans les cas où les dispositions des paragraphes (vii) et (viii) ci-dessous ne permettent pas de régler la situation, les sièges restant à pourvoir seront attribués par tirage au sort ;

(vii) l'Assemblée Ordinaire des Associés ne peut désigner plus de deux administrateurs (y compris le Président et le Vice-Président) parmi les candidats proposés par des Associés ayant leur siège social dans le même pays ;

(viii) l'Assemblée Ordinaire des Associés ne peut désigner plus de 20% des administrateurs (y compris le Président et le Vice-Président) parmi les candidats proposés par des Associés ayant leur siège social en dehors de l'Union Européenne.

18.2 La durée des fonctions des administrateurs est fixée à trois (3) ans renouvelables, sous réserve, pour les premiers administrateurs, des dispositions de l'Article 37. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Ordinaire des Associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle leur mandat expire.

Les premiers administrateurs sont désignés conformément à l'Article 37 des présents statuts.

En cours de vie sociale, les administrateurs seront, sous réserve des dispositions prévues ci-après, nommés ou reconduits dans leurs fonctions par les Associés lors de l'Assemblée Ordinaire des Associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

18.3 Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment et sans motif par l'Assemblée Générale Ordinaire.

18.4 Sous réserve des dispositions de l'Article 15, dans le cas où un administrateur cesserait d'être un salarié ou un dirigeant de l'Associé dont il était salarié ou dirigeant au moment de son élection, il sera considéré comme démissionnaire d'office, à moins qu'il ne devienne salarié d'un autre Associé, auquel cas il pourra demeurer administrateur sous réserve de la confirmation de cet administrateur dans ses fonctions par la majorité des autres membres du Conseil d'Administration.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, dans le cas où, en raison de la localisation du siège social de l'Associé dont l'administrateur devient salarié ou dirigeant, les dispositions des paragraphes (vii) et (viii) de l'Article 18.1 ne pourraient pas être respectées en raison de la confirmation de cet administrateur dans ses fonctions par le

Conseil d'Administration, cet administrateur sera alors considéré comme démissionnaire d'office.

18.5 Les administrateurs de l'Association ne peuvent être désignés comme administrateurs de la Société.

18.6 En cas de révocation, cessation anticipée de fonctions, démission ou décès d'un administrateur, le Conseil d'Administration pourra désigner un remplaçant qui restera en fonction jusqu'à la date normale d'échéance du mandat de son prédécesseur, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Ordinaire des Associés, étant entendu que les décisions prises par l'administrateur remplaçant, entre le moment de sa désignation par le Conseil d'Administration et l'Assemblée Ordinaire des Associés, resteront valables, même si sa nomination n'est pas ratifiée par l'Assemblée Ordinaire des Associés. Cependant, lorsque suite à une cessation anticipée de fonctions, une révocation, une démission ou un décès, les administrateurs élus par l'Assemblée Ordinaire des Associés représentent moins de la moitié des membres du Conseil d'Administration, les administrateurs en place devront immédiatement convoquer une Assemblée Ordinaire des Associés à l'effet de pourvoir les postes d'administrateur vacants pour la durée des mandats des administrateurs devant être remplacés.

18.7 Les Administrateurs initiaux sont nommés conformément aux dispositions de l'Article 37 des présents statuts.

ARTICLE 19 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

19.1 Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président, du Vice-Président ou du tiers des administrateurs.

Dans tous les cas, le Conseil d'Administration se réunit au moins tous les six (6) mois.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Les réunions du Conseil d'Administration peuvent également se tenir par conférence téléphonique ou tout autre mode de communication.

Sauf en cas de nécessité absolue, les réunions du Conseil d'Administration ne pourront avoir lieu moins de dix (10) jours après l'envoi d'une convocation écrite à l'ensemble des administrateurs, au directeur général de la Société et aux président et vice-président de l'Association. L'ordre du jour de la séance, le texte des projets de résolutions et les documents y afférents devront figurer sur la convocation.

19.2 Des consultations par correspondance pourront avoir lieu sur décision du Président, du Vice-Président ou d'un tiers des membres du Conseil d'Administration. Dans l'hypothèse d'une consultation par correspondance, l'ordre du jour de la séance, le texte des projets de résolutions et les documents y afférents devront être envoyés aux

administrateurs avec copie au directeur général de la Société et aux président et vice-président de l'Association. Le Président doit fixer le délai imparti pour voter qui ne pourra être supérieur à cinq (5) jours ouvrables. Les administrateurs doivent voter dans le délai imparti. Tout administrateur qui n'aura pas envoyé son bulletin de vote dans le délai sera réputé s'être abstenu.

Les abstentions seront réputées être des votes négatifs. En cas d'égalité de votes, le Président ne disposera pas d'un vote prépondérant et la majorité requise pour la prise de décision ne sera pas obtenue.

Dans l'hypothèse d'une consultation par correspondance, la majorité sera calculée sur la base du nombre total d'administrateurs.

La consultation est mentionnée dans les procès-verbaux du Conseil d'Administration suivant.

19.3 Les questions débattues et les décisions prises au cours des séances du Conseil sont limitées aux questions inscrites à l'ordre du jour joint à la convocation à moins (i) que tous les administrateurs ne soient présents ou représentés et (ii) qu'ils ne décident unanimement d'ajouter une question à l'ordre du jour.

19.4 Sur première convocation, le Conseil ne peut délibérer valablement que si sont effectivement présents lors de la séance du Conseil (i) au moins la moitié des administrateurs et (ii) le président de l'Association (ou son délégué) ou le vice-président de l'Association (ou son délégué).

Sur seconde convocation, le Conseil ne peut délibérer valablement que si trois (3) administrateurs sont présents et ce, même si le président de l'Association (ou son délégué) ou le vice-président de l'Association (ou son délégué) n'assistent pas à la séance, étant entendu qu'un délai minimum de dix (10) jours calendaires doit être respecté entre la première et la seconde séance du Conseil réuni sur le même ordre du jour et un délai de vingt-et-un (21) jours calendaires pour une séance du Conseil appelée à délibérer sur un ordre du jour différent.

19.5 Tout administrateur peut donner mandat à un autre administrateur aux fins de le représenter lors d'une séance du Conseil. Chaque administrateur ne peut détenir, au cours d'une même séance, plus d'un mandat.

Le président et/ou le vice-président de l'Association (ou leurs délégués) assistent aux séances du Conseil d'Administration sans disposer du droit de vote.

Le Conseil peut convier toute personne à assister à une séance en qualité d'observateur.

19.6 Les séances du Conseil d'Administration sont présidées par le Président, ou en son absence par le Vice-Président. En cas d'absence ou d'empêchement du Président et du Vice-Président, le Conseil est présidé par l'administrateur le plus âgé participant à la séance.

19.7 Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix. Les abstentions sont réputées être un vote négatif. En cas de partage des voix, le Président n'a pas de voix prépondérante et la majorité requise pour l'adoption d'une décision ne sera pas acquise.

19.9 Un registre des présences doit être signé par toutes les personnes assistant au Conseil d'Administration.

19.10 Les décisions du Conseil d'Administration sont retranscrites dans des procès verbaux signés par le président de la séance et par au moins un autre administrateur.

Les copies ou les extraits des procès verbaux sont certifiés par le Président ou le Vice-Président.

ARTICLE 20 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et prendre toutes décisions relatives à tous actes la concernant, sous réserve des pouvoirs dévolus à l'assemblée des Associés.

Le Conseil d'Administration exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi et les présents statuts aux Associés, dans le respect des résolutions des Associés, des Règles et de la Convention Cadre.

ARTICLE 21 - PRESIDENT ET VICE- PRESIDENT

21.1 Le Président est nommé par l'Assemblée Ordinaire des Associés selon la procédure suivante :

(i) chaque Associé peut proposer un candidat à la présidence, celui-ci devant être un salarié ou un dirigeant dudit Associé. A cette fin, l'Associé proposant un candidat doit notifier au Président le nom du candidat dans les dix (10) jours suivant l'envoi de la convocation pour l'Assemblée Ordinaire des Associés ;

(ii) les noms des candidats sont inscrits à l'ordre du jour définitif de l'Assemblée Ordinaire des Associés envoyé quinze (15) jours avant la tenue de l'Assemblée Ordinaire des Associés ;

(iii) le vote se fait à bulletin secret ;

(iv) tout bulletin de vote comportant plus d'un nom de candidat est nul ;

(v) un candidat ne peut être élu au premier tour que s'il obtient la majorité absolue des voix des Associés présents ou représentés ;

(vi) si le Président ne peut pas être élu à l'issue du premier tour, il y aura un second tour parmi les candidats maintenant leur candidature ; au second tour, le candidat élu Président est celui qui recueille le plus grand nombre de voix ;

(vii) si le Président ne peut pas être élu à l'issue du second tour en cas d'égalité entre les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix, il est procédé à un autre tour ; si à l'issue de cet autre tour il y a de nouveau égalité des voix entre les candidats, le Président est désigné par tirage au sort ;

Le premier Président et le premier Vice-Président sont désignés conformément aux dispositions de l'Article 37 des présentes.

21.2 Après la désignation du Président, le Vice-Président sera désigné par l'Assemblée Ordinaire des Associés dans les mêmes conditions et selon une procédure identique à celle décrite à l'Article 21.1, celles-ci s'appliquant *mutatis mutandis* à l'élection du Vice-Président, étant précisé que :

(i) les candidats qui n'ont pas été élus au poste de Président peuvent se présenter à l'élection du Vice-Président,

(ii) un candidat, proposé par un Associé ayant son siège social dans le même pays que l'Associé dont le candidat a été élu Président, ne peut être élu Vice-Président qu'à la majorité des deux tiers des voix des Associés présents ou représentés lors de l'assemblée,

(iii) si le Président a été élu sur proposition d'un Associé ayant son siège social en dehors de l'Union Européenne, un candidat proposé par un Associé ayant son siège social dans un pays n'appartenant pas à l'Union Européenne, ne peut être élu Vice-Président qu'à la majorité des deux tiers des voix des Associés présents ou représentés lors de l'assemblée.

Le premier Vice-Président est désigné conformément aux dispositions de l'Article 37 des présentes.

21.3 Le président et le vice-président sont nommés pour une période de trois (3) ans renouvelable. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Ordinaire des

Associés statuant sur les comptes de l'exercice social écoulé et tenue au cours de l'année où leurs mandats expirent.

21.4 Le Président et le Vice-Président peuvent être révoqués à tout moment, sans motif, par l'Assemblée Générale Ordinaire.

21.5 Si le Président ou le Vice-Président, cesse d'être un salarié ou un dirigeant de l'Associé duquel il était salarié ou dirigeant lors de son élection, il sera considéré comme démissionnaire d'office, à moins qu'il ne devienne salarié ou dirigeant d'un autre Associé, auquel cas il demeurera Président ou Vice-Président sous réserve de la confirmation du Président ou du Vice-Président dans ses fonctions par le Conseil d'Administration statuant à la majorité des deux tiers des voix des autres administrateurs.

Nonobstant les dispositions précédentes, dans l'hypothèse où, en raison de la localisation du siège social de l'Associé dont le Président, ou selon le cas le Vice-Président, deviendrait salarié ou dirigeant, les stipulations des paragraphes (vii) et (viii) de l'Article 18.1 ou des paragraphes (ii) ou (iii) de l'Article 21.2 ne pourraient pas être respectées si le salarié ou le dirigeant était confirmé dans son poste de Président ou de Vice-Président, selon le cas, le Président ou Vice-Président sera alors réputé être démissionnaire d'office.

21.6 En cas de démission, décès, révocation ou cessation de fonctions du Président, ce dernier sera automatiquement remplacé par le Vice-Président qui assurera cette fonction jusqu'à la prochaine Assemblée Ordinaire d'Associés au cours de laquelle un Président sera désigné en remplacement. Le Président remplaçant restera en place jusqu'à l'expiration normale du mandat de son prédécesseur. Si le poste de Vice-Président est vacant lors de la démission, de la cessation de fonctions, du décès ou de la révocation du Président, le Conseil d'Administration devra convoquer dans les meilleurs délais une Assemblée Ordinaire des Associés afin de pourvoir ces postes vacants.

21.7 En cas de démission, de décès, de révocation ou de cessation de fonctions du Vice-Président, ou si le Vice-Président devient Président par intérim conformément à l'Article 21.6, un Vice-Président remplaçant sera désigné lors de la prochaine Assemblée Ordinaire des Associés. Le Vice-Président remplaçant restera en fonction jusqu'à l'expiration normale du mandat de son prédécesseur.

21.8 En cas de suspension des droits de vote du Président ou si le Président est suspendu de ses fonctions, le Président sera remplacé pendant la durée de sa suspension par le Vice-Président qui agira en qualité de Président.

Si le Vice-président est lui même suspendu de ses fonctions ou si ses droits de vote sont suspendus, le Conseil d'Administration convoquera sans tarder l'Assemblée

Ordinaire des Associés pour nommer un Président remplaçant qui demeurera en fonctions jusqu'à l'expiration de la suspension affectant le Président.

ARTICLE 22 - POUVOIRS DU PRESIDENT ET DU VICE - PRESIDENT

22.1 Le Président est le représentant légal de la Société. Il représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et dans les limites de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

22.2 Dans les rapports internes, le Président ne pourra agir au nom de la Société qu'en vertu des autorisations et des délégations de pouvoirs qui lui auront été accordées par le Conseil d'Administration et l'assemblée des Associés, sous réserve des limitations de pouvoirs pouvant être décidées à tout moment par le Conseil d'Administration et l'assemblée. Le Président exerce ses fonctions conformément aux dispositions des présents statuts, de la Convention Cadre, des Règles ainsi que conformément aux décisions prises par les Associés et le Conseil d'Administration.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

22.3 L'étendue des pouvoirs attribués au Vice-Président sera déterminée par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 23 - DIRECTEUR GENERAL

23.1 Le directeur général (le directeur général de la Société sera ci-après dénommé le "**Directeur Général**") est nommé par décision du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est autorisé à révoquer à tout moment le Directeur Général, sous réserve des dispositions applicables du droit du travail français et des stipulations de son contrat de travail.

23.2 Le Directeur Général doit être une personne physique titulaire d'un contrat de travail avec l'une des entités du Groupe ABE.

Dans tous les cas, le Directeur Général sera affecté à temps plein au Groupe ABE.

23.3 Les fonctions suivantes sont incompatibles avec la fonction de Directeur Général de la Société :

(i) Président, Vice-Président ou administrateur de la Société,

(ii) administrateur (y compris président et vice-président) de l'Association,

(iii) salarié ou dirigeant d'un Associé ou d'une filiale (à moins que son contrat de travail avec cet Associé ou cette filiale ne soit suspendu et que le salarié n'ait été détaché auprès du Groupe ABE pendant l'exercice de ses fonctions de Directeur Général).

23.4 Le Directeur Général participe, dans les limites fixées au paragraphe ci-après, à la gestion quotidienne de la Société conformément à l'objet social ainsi qu'à l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration et l'assemblée des Associés.

L'étendue des pouvoirs du Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration. Le Directeur Général représente la Société dans le seul cadre des autorisations et délégations de pouvoirs qui lui ont été accordées par le Président, sous réserve des limitations de pouvoirs pouvant être décidées à tout moment par le Conseil et l'assemblée.

Le Directeur Général rend compte au Conseil d'Administration.

ARTICLE 24 - RÔLES DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DE L'ASSOCIATION

24.1 La liaison entre la Société et l'Association est assurée par chacun des présidents et vice-présidents de l'Association et de la Société conformément à la Convention Cadre.

24.2 Le président et/ou le vice-président de l'Association, ou leurs délégués, assisteront aux séances du Conseil d'Administration et aux assemblées d'Associés de la Société sans disposer d'un droit de vote.

24.3 Toute action ou décision que souhaite prendre la Société doit être soumise à l'Association lorsqu'une telle action ou décision est incompatible avec la Convention Cadre ou lorsqu'elle interfère avec les compétences de l'Association telles qu'elles résultent de la Convention Cadre.

De plus, toute résolution envisagée ayant pour effet de changer ou d'affecter les Principes Généraux, de même que toute modification des statuts, de la stratégie ou de la politique de la Société en matière de risque qui affecterait les Principes Généraux, sont soumises pour examen à l'Association.

Le processus de prise de décision sur les sujets soumis à l'Association se déroulera selon la procédure suivante :

(i) le Conseil d'Administration de la Société devra prendre une résolution décidant de soumettre à l'Association, pour examen, les changements envisagés ;

(ii) les changements envisagés seront soumis, pour examen, au conseil d'administration de l'Association qui devra se réunir dès que possible, et au plus tard six semaines à partir du jour où la Société a notifié lesdits changements envisagés à l'Association ;

(iii) si le conseil d'administration de l'Association approuve les changements envisagés, ces changements seront soumis à la décision finale et obligatoire de l'Assemblée Extraordinaire des Associés de la Société qui devra se tenir dans un délai de trois (3) mois maximum ;

(iv) si le conseil d'administration de l'Association n'approuve pas les changements envisagés, le Conseil d'Administration de la Société devra alors soumettre au vote de l'Assemblée Extraordinaire des Associés de la Société, une résolution intégrant ces changements, celle-ci devant alors se prononcer sur cette résolution. Toute décision de l'Assemblée Extraordinaire des Associés de la Société s'opposant aux changements envisagés aura un caractère définitif et obligatoire. Toutefois, toute décision de l'Assemblée Extraordinaire des Associés de la Société approuvant les changements envisagés sera affectée d'une condition suspensive de ratification par l'assemblée générale extraordinaire des membres de l'Association et ne prendra effet qu'après ladite ratification. Si, lors de cette assemblée générale extraordinaire des membres de l'Association, les Associés de la Société représentés à cette assemblée générale ne détiennent pas la majorité des voix des membres représentés, le nombre des voix détenues par ces Associés sera alors calculé de manière à représenter 50 % des voix de tous les membres représentés. Cette assemblée générale de l'Association devra se tenir dans un délai de quatre (4) mois à compter de la réunion du conseil d'administration de l'Association au cours duquel les changements proposés n'ont pas été approuvés.

Si le président ou le vice-président de l'Association (ou leurs délégués) considère qu'une décision devant être prise par la Société devrait être soumise à la procédure d'approbation décrite ci-dessus et si cette procédure n'est pas engagée, il pourra soumettre le projet de décision (par exemple : ordre du jour du Conseil d'Administration ou de l'assemblée des Associés, projets de résolutions du Conseil d'Administration ou de l'assemblée des Associés) à l'Association, en suivant la procédure décrite aux paragraphes (ii), (iii) et (iv) ci-dessus.

24.4 Quand le président ou le vice-président de l'Association (ou leurs délégués) a décidé, conformément aux dispositions de l'Article 24.3, de soumettre une question à l'Association, aucune action ou décision se rapportant à ce sujet ne peut être prise par

la Société sous réserve des dispositions de l'Article 24.3. (iv) tant que le Conseil d'Administration n'a pas été informé du résultat de l'examen effectué par l'Association.

ARTICLE 25 - REMUNERATION DU PRESIDENT, DU VICE-PRESIDENT, DES AUTRES ADMINISTRATEURS ET DU DIRECTEUR GENERAL

25.1 La Société remboursera, conformément aux principes établis par le Conseil d'Administration, les frais exposés par les administrateurs pour l'accomplissement de leur mission. En outre, le Conseil d'Administration peut faire des propositions quant au montant des jetons de présence qui peuvent être alloués aux administrateurs. De plus, les membres des groupes de travail, constitués par le Conseil d'Administration ou l'assemblée des Associés, ou les représentants des Associés à qui une mission spécifique a été confiée peuvent se voir attribuer une indemnité compensatrice par le Conseil d'Administration. Les propositions formulées par le Conseil d'Administration sur ces sujets doivent être approuvées par l'Assemblée Ordinaire des Associés de la Société.

25.2 La rémunération du Directeur Général, ainsi que les termes de son contrat de travail, sont fixés par le Conseil d'Administration pour autant que le contrat de travail soit conclu avec la Société.

ARTICLE 26 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

26.1 Le Président devra informer les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement, ou par personne interposée, entre (i) lui-même, le Vice-Président, ou les autres administrateurs, d'une part, et (ii) la Société, d'autre part. Les commissaires aux comptes présentent aux Associés un rapport sur ces conventions. Les Associés statuent sur ce rapport lors de l'Assemblée Ordinaire des Associés à laquelle sont soumis les comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Président, le Vice-Président ou les autres administrateurs concernés d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

26.2 Les interdictions prévues à l'article 106 de la loi française du 24 juillet 1966 s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, au Vice-Président et aux autres administrateurs de la Société.

ARTICLE 27 - REPRESENTATION DES SALARIES

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent auprès du Conseil d'Administration les droits définis par l'article L.432-6 du Code du Travail français.

TITRE V

CONTRÔLE DES COMPTES DE LA SOCIETE

ARTICLE 28 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes de la Société est exercé par un commissaire aux comptes titulaire exerçant sa mission conformément à la loi. Le premier commissaire aux comptes est désigné pour six (6) exercices conformément aux dispositions de l'Article 38. En cours de vie sociale, le commissaire aux comptes est désigné par une Résolution Ordinaire des Associés.

Un commissaire aux comptes suppléant, appelé à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès est nommé en même temps, dans les mêmes conditions et pour la même durée que le commissaire aux comptes titulaire.

TITRE VI

DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 29 - DOMAINES RESERVES A L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES

Les actes et décisions ci-après limitativement énumérés sont obligatoirement accomplis sur décision collective des Associés :

(i) Résolutions Ordinaires des Associés :

(a) nomination et révocation du Président, du Vice-Président et des autres administrateurs ;

(b) nomination des commissaires aux comptes ;

(c) approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;

(d) approbation du budget de l'année suivante ;

(ii) Résolutions Extraordinaires des Associés :

(a) augmentation, amortissement ou réduction du capital autorisé ;

(b) fusion, scission ou dissolution ;

(c) modification des présents statuts (sous réserve des dispositions des Articles 4 et 24.3) ;

(d) toute décision prise en application de la procédure figurant à l'article 4.3.3.3 de la Convention Cadre ;

(e) toute modification du principe de la détention égale dans le capital social figurant à l'article 3.1 de la Convention Cadre qui devra être décidée selon la procédure figurant à l'article 4.3.3.3 de la Convention Cadre,

(f) approbation et modification des Règles.

(iii) Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés :

(a) admission d'une entité en tant que Participant et Associé et notamment de toute entité résultant d'une fusion avec un Participant ou ayant absorbé un ou plusieurs Participants,

(b) décision en appel relative au refus d'interrompre la procédure de suspension d'un Participant,

(c) nomination d'un mandataire en vue de l'exécution d'une obligation d'un Participant au titre des Règles,

(d) toute autre décision concernant le Système et son fonctionnement nécessitant une délibération de l'assemblée des Associés.

ARTICLE 30 - MODES DE PRISE DES DECISIONS

30.1 Les résolutions des Associés sont prises en assemblée ou par vote par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Les assemblées d'Associés peuvent également se tenir par conférence téléphonique ou tout autre mode de communication.

Nonobstant les dispositions précédentes, les actes et les Résolutions Ordinaires des Associés mentionnés aux paragraphes (i)(a) et (i)(b) de l'Article 29 ainsi que les actes et les Résolutions Extraordinaires des Associés mentionnés aux paragraphes (ii)(a)(b)(c)(d) et (e) de l'Article 29 doivent être pris en assemblée générale des Associés.

30.2 L'assemblée est convoquée par le Conseil d'Administration, le Président, le Vice-Président ou au moins un tiers des Associés.

Sur première convocation ainsi que sur convocation ultérieure, les assemblées d'Associés doivent être convoquées au moins trente (30) jours avant la date de l'assemblée et se tiennent au lieu mentionné sur la convocation, qui peut être le siège social de la Société ou tout autre endroit.

Un ordre du jour provisoire figure sur la convocation. Le Conseil d'Administration, le Président, le Vice-Président ou au moins un tiers des Associés peut demander l'inscription d'une autre question à l'ordre du jour en joignant les documents y afférents (y compris les résolutions proposées). L'ordre du jour définitif avec tous les documents y afférents (y compris les résolutions proposées) sera envoyé par le Président au moins quinze (15) jours avant la date de l'assemblée.

Des convocations auxquelles sont joints l'ordre du jour, les projets de résolutions et les documents y afférents sont adressées à tous les Associés et à tous les administrateurs de la Société, ainsi qu'au président et au vice-président de l'Association. Le président et le vice-président de l'Association sont autorisés à assister à l'assemblée des Associés et peuvent émettre leur opinion sur les sujets évoqués sans pour autant disposer d'un droit de vote.

Les assemblées d'Associés sont présidées par le Président ; en son absence, l'assemblée est présidée par le Vice-Président ou, à défaut, par un représentant d'un Associé spécialement désigné à cet effet par l'assemblée des Associés.

Une feuille des présences est signée par tous les Associés présents ou représentés à l'assemblée des Associés. Le procès-verbal de l'assemblée est signé par le Président de l'assemblée des Associés et par au moins le représentant de l'un des Associés.

Lorsqu'une Assemblée Ordinaire des Associés est convoquée pour l'élection des administrateurs, il sera tout d'abord procédé à l'élection du Président, puis à celle du Vice-Président, et enfin à celle des autres administrateurs.

Sur première convocation, les résolutions collectives prises par les Associés lors de l'assemblée ne sont prises valablement que si les Associés présents ou représentés détiennent au moins la moitié des Actions de la Société. En cas de suspension des droits non-pécuniaires d'un Associé conformément à l'Article 14.2 ou à l'Article 15,

les Actions de cet Associé ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Sur seconde convocation, aucun quorum n'est requis.

30.3 Des votes par correspondance peuvent avoir lieu à l'initiative du Conseil d'Administration. En cas de vote par correspondance, le texte des résolutions proposées, l'ordre du jour ainsi que la documentation y afférente, sont adressés à chaque Associé ainsi qu'au président et au vice-président de l'Association par le Conseil d'Administration par tout moyen de son choix. Le Conseil d'Administration doit également indiquer le délai imparti pour voter, qui ne doit pas être inférieur à quinze (15) jours ni supérieur à trente (30) jours. Les Associés doivent voter pendant le délai ainsi spécifié. Tout Associé n'ayant pas fait parvenir son vote avant l'expiration de ce délai est réputé s'abstenir.

Les abstentions sont réputées être des votes négatifs.

En cas de consultation par correspondance, la majorité est calculée sur la base du nombre total d'Associés.

Le vote par correspondance est mentionné dans le procès-verbal de l'assemblée des Associés suivante.

30.4 Tout Associé peut participer au vote, que ce soit en personne ou par procuration.

30.5 Chaque Associé ne dispose que d'une voix, quel que soit le nombre d'Actions qu'il détient.

Cependant, les droits de vote des Associés appartenant à un même groupe sont réunis de façon à ne pas représenter plus de trois (3) votes.

Pour la mise en oeuvre de cette restriction des droits de vote, un groupe sera défini sur la base d'un contrôle exercé directement ou indirectement par une ou plusieurs personnes morales sur une ou plusieurs autres personnes morales au sens où le contrôle est entendu par l'article 355-1 de la loi française du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, aux termes duquel une société est considérée comme en contrôlant une autre :

- lorsqu'elle détient directement ou indirectement une fraction du capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société ;

- lorsqu'elle dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires ;

- lorsqu'elle détermine, en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions prises lors des assemblées générales de ladite société.

L'Assemblée Extraordinaire des Associés de la Société peut modifier les présents statuts après un délai de deux (2) ans à compter de la date d'immatriculation de la Société en vue d'annuler ou de modifier les stipulations de la première phrase du présent Article 30-5.

30.6 Les Résolutions Ordinaires des Associés mentionnées au paragraphe (i) de l'Article 29 doivent être prises à la majorité des voix de tous les Associés présents ou représentés lors du vote. Les abstentions sont réputées être des votes négatifs.

Les Résolutions Extraordinaires des Associés mentionnées au paragraphe (ii) de l'Article 29 doivent être prises à la majorité des deux tiers des voix des Associés présents ou représentés lors du vote. Les abstentions sont réputées être des votes négatifs. Cependant, les dispositions des statuts concernant l'inaliénabilité temporaire des Actions, l'approbation des cessions d'Actions ou l'exclusion d'un Associé ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des Associés.

Les Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés mentionnées au paragraphe (iii)(a) de l'Article 29 seront refusées si une majorité de 51 % ou plus des voix des Associés présents ou représentés lors du vote expriment un vote négatif.

Les Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés mentionnées aux paragraphes (iii)(b) de l'Article 29 constitueront un rejet de l'appel si une majorité de 51 % des voix ou plus des Associés présents ou représentés lors du vote expriment un vote négatif sur ledit appel.

Les Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés mentionnées aux paragraphes (iii)(c) et (d) de l'Article 29 doivent être prises à la majorité de 50 % des voix plus une voix des Associés présents ou représentés lors du vote.

Les abstentions lors du vote des Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés sont réputées être des votes négatifs.

La mise en oeuvre des Résolutions Extraordinaires Spéciales des Associés sera soumise au droit applicable et à la compétence des tribunaux stipulés dans les Règles

30.7 En cas de consultation par correspondance, la majorité est calculée conformément à l'Article 30.3.

ARTICLE 31 - INFORMATION DES ASSOCIES

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents y afférents sont communiqués à tous les Associés ainsi qu'au président et au vice-président de l'Association lors de toute consultation.

T I T R E VII

RESULTATS SOCIAUX

ARTICLE 32 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social débutera le jour de l'immatriculation de la Société et sera clos le 31 décembre 1998.

ARTICLE 33 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales et il est établi des comptes annuels conformément aux lois applicables.

Le Conseil d'Administration arrête et établit un rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Une Assemblée Ordinaire des Associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 34 - RESULTATS SOCIAUX

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'Assemblée Ordinaire des Associés décide soit d'affecter celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, soit de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'Assemblée Ordinaire des Associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a légalement la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice écoulé.

La part de chaque Associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social, étant ici rappelé en tant que de besoin que conformément à l'Article 12.3, les Associés ne sont responsables du passif social de la Société qu'à concurrence de leurs apports.

T I T R E VIII

LIQUIDATION - DIVERS

ARTICLE 35 - LIQUIDATION

La liquidation de la Société est effectuée conformément à la loi française du 24 juillet 1966 et aux décrets pris pour son application.

Le *boni* de liquidation est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre d'Actions détenues.

ARTICLE 36 - CONTESTATIONS

Sauf en ce qui concerne le rôle confié à l'Association par les stipulations de la Convention Cadre, tout litige relatif aux activités de la Société qui pourrait survenir pendant la durée de la Société ou sa liquidation, soit entre un ou plusieurs Associés et la Société, soit parmi les Associés eux-mêmes, est soumis aux juridictions compétentes du siège social de la Société.

A cet effet, en cas de litige, tout Associé devra élire domicile dans le ressort du tribunal où se situe le siège social, et toutes citations, assignations, convocations ou notifications seront effectuées à ce domicile.

ARTICLE 37 - NOMINATION DES PREMIERS PRESIDENT, VICE-PRESIDENT ET DES AUTRES ADMINISTRATEURS

Sont nommés premiers Président, Vice-Président et administrateurs par la signature des présents statuts :

(i) Premier Président :

Monsieur Willy SCHEERLINCK

qui est nommé pour une période qui se terminera à l'issue de l'assemblée des Associés statuant sur les comptes du troisième exercice social de la Société ;

(ii) Premier Vice-Président :

Monsieur Helmut SCHÄFER

qui est nommé pour une période qui se terminera à l'issue de l'assemblée des Associés statuant sur les comptes du troisième exercice social de la Société ;

(iii) Premiers administrateurs :

Monsieur Geatano Antonio GARAFFO
Monsieur Jean-Marie AVADIAN
Monsieur Joergen EVENSEN

qui sont nommés pour une période qui se terminera à l'issue de l'assemblée des Associés statuant sur les comptes du troisième exercice social de la Société ;

Monsieur Ton A.M.L. HOLDORP
Monsieur Barry O'BRIEN
Monsieur Luis Filipe DA COSTA ARAUJO
Monsieur José FONOLLOSA
Monsieur Mag. Heinz KOZMUTH

qui sont nommés pour une période qui se terminera à l'issue de l'assemblée des Associés statuant sur les comptes du second exercice social de la Société ;

Monsieur Jean-Marie BLEY
Monsieur Bernard VALVONA
Monsieur Claus HILLES
Monsieur Roger Stuart JONES
Monsieur Spyros PAPADOPOULOS

qui sont nommés pour une période qui se terminera à l'issue de l'assemblée des Associés statuant sur les comptes du premier exercice social de la Société ;

Ils ont déclaré, par lettre séparée, accepter la mission qui leur a été confiée et certifient qu'ils ne font l'objet d'aucune incompatibilité ou interdiction qui les empêcherait d'accepter cette mission.

ARTICLE 38 - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés commissaires aux comptes de la Société pour une durée de six (6) années qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Ordinaire des Associés statuant sur les comptes du sixième exercice social de la Société :

(i) commissaire aux comptes titulaire :

Société 3 A
Alain Smadja
79 rue de Miromesnil
75008 Paris

(ii) commissaire aux comptes suppléant :

Raymond Maeder
21 rue Claude Decaen
75012 Paris

Chacun d'entre eux a déclaré, par lettre séparée, accepter la mission qui lui a été confiée et certifie qu'il ne fait l'objet d'aucune incompatibilité ou interdiction qui l'empêcherait d'accepter la mission pour laquelle il a été nommé.

La rémunération des commissaires aux comptes sera fixée selon les règles applicables en la matière.

ARTICLE 39 - MANDATS

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Willy SCHEERLINCK en qualité de président de la Société qui pourra agir individuellement, à l'effet d'effectuer toutes formalités, y compris les formalités de publicité liées à l'immatriculation de la Société.

ARTICLE 40 - LOI APPLICABLE

Les présents statuts sont régis par le droit français.

Statuts incorporant les modifications votées par l'assemblée générale extraordinaire du 4 décembre 1998